

Du 24 janvier au 9 février : les syndiqués votent !



TZR en colère !

Juillet 2017 - Action académique devant le Rectorat pour défendre les droits des TZR

Cette publication dresse le bilan des orientations et des actions menées par le SNES aux niveaux académique et départemental. Il est soumis démocratiquement à l'appréciation de l'ensemble des syndiqués.

Ceux-ci devront en même temps élire pour deux ans les nouvelles directions académique (CA) et départementales (bureaux de S2) sur la base des orientations et des listes proposées. Vous trouverez pages 2 à 7 les différentes listes accompagnées du texte d'orientation et pages 8 à 12 le rapport d'activité académique.

C'est un moment essentiel de la démocratie syndicale où les syndiqués déterminent eux-mêmes l'orientation que doit prendre le SNES dans notre académie.

Cette consultation interne prend une importance particulière dans le contexte actuel, pour faire entendre au Gouvernement la nécessité d'une autre politique pour le Service Public d'Éducation, porteuse d'avenir pour le pays et les jeunes.

Et pour cela, la légitimité des prochaines directions du SNES, fondée sur le vote des syndiqués, doit être incontestable.

SOMMAIRE

- p.1 : Éditorial et sommaire
- p.2-3 : Texte d'orientation et liste Unité et action
- p.4-5 : Texte d'orientation et liste École Émancipée
- p.6-7 : Texte d'orientation et liste URIS
- p.8-9 : Rapport d'Activité Académique
- p.10 : Contribution École Émancipée au rapport d'activité
- p.11 : Contribution URIS au rapport d'activité
- p.12 : Unité et Action : Oui au rapport d'activité !

UNITÉ et ACTION s'engage contre les projets d'école néolibérale. Construisons des luttes majoritaires, unitaires et décisives !

Bac, moyens pour le Second degré, salaires, mener les luttes face aux projets délétères du gouvernement

Emmanuel Macron déroule son projet de profonde transformation de notre société : celui dans lequel les plus défavorisés ne peuvent plus compter sur aucun outil de la solidarité collective. **L'école n'échappe pas à cette logique libérale.** Suppressions de postes, projet de lycée modulaire, sélection à l'entrée à l'université, autonomie de l'établissement qui s'apparente fréquemment à une forme d'autonomie des chefs d'établissement, réforme du bac, non remise en cause de la réforme du collège... ajoutées aux mesures salariales contre les fonctionnaires, toutes ces mesures forment un ensemble cohérent, celui d'une école qui aurait renoncé à son rôle d'instrument de lutte contre les inégalités, celui d'une école où les personnels sont dévalorisés et déclassés.

Unité et Action ne se contente pas de s'opposer à cette politique, notre courant de pensée se veut aussi force de proposition. Ainsi, à rebours des projets délétères du gouvernement, Unité et Action porte un projet syndical ambitieux : celui d'un service public d'éducation émancipateur qui permette une réelle démocratisation de notre système éducatif, et dans lequel les personnels doivent être reconnus et revalorisés. Pour gagner, il nous faut construire des actions de masse et, dans un contexte de défiance envers les institutions auxquelles les organisations syndicales pourraient être assimilées, il nous faut également renforcer notre syndicalisme, notamment en continuant à l'ancrer dans les réalités du terrain.

Se donner les moyens de construire des actions majoritaires pour gagner

Pour nous, **l'action syndicale efficace est celle qui parvient à réunir le plus grand nombre de collègues et ainsi à être majoritaire.** Il est donc indispensable de développer les outils qui permettent de construire ces luttes : cela passe par un important travail de syndicalisation, mais aussi d'information et d'explication des enjeux. **Ce travail de terrain, patient mais déterminé, passe par une présence forte dans les établissements (tournées, heures d'information syndicale, AG), que les militants Unité et Action ont construite avec les collègues, et qu'ils continueront de mettre en œuvre.** Cela implique également de rechercher les convergences avec les jeunes, les parents et les organisations syndicales, notamment celles qui partagent nos revendications de luttes et de transformation sociale

Enfin, dans un contexte de brouillage des repères politiques et syndicaux, **Unité et Action s'attache à renforcer l'outil syndical.** Plutôt qu'une dispersion dans des collectifs peu ou mal identifiés, nous renforcerons le SNES-FSU comme **instrument des luttes de la Profession : expliquer, comprendre, organiser le débat, ne pas trancher à la place des collègues... bref, se donner les moyens de rassembler la profession pour les luttes à venir.**

Un syndicalisme de terrain, des militants à vos côtés

Le SNES-FSU tire sa force de sa présence dans la grande majorité des établissements. Cela permet de prendre en compte au mieux la réalité du quotidien et les attentes des collègues. S'appuyer sur le terrain, construire les luttes avec les collègues, les défendre dans les instances, les conseiller au mieux au quotidien, c'est cette conception du syndicalisme que nous continuerons à porter et construire, celle qui consiste à tenir tous les bouts de l'action syndicale, des mobilisations locales aux mobilisations nationales, en passant par la défense des droits de tous lors des opérations de carrières. **Relais des luttes locales, tournées d'établissements, stages syndicaux, construction des mobilisations nationales, permanence téléphonique et électronique, publications nombreuses et variées,** les militants Unité et Action continueront de faire vivre le SNES-FSU pour défendre au mieux nos métiers. **Les militants présents sur cette liste, vous les connaissez bien : ce sont eux qui sont présents dans vos établissements, vous répondent, vous accompagnent au quotidien.** Comme le montre la liste Unité et Action, nous tâchons aussi de relever le défi du renouvellement et de la féminisation des équipes militantes. Preuve s'il en était besoin que le SNES-FSU est bien l'outil des syndiqués !

*Les militants qui se présentent sur la liste **Unité et action** sont en majorité bien connus de vous : présents, actifs dans leur établissement, ce sont des militants de terrain au contact et à l'écoute des collègues, engagés dans leur métier, soucieux de son sens et de son évolution.*

Votez et faites voter pour Unité et Action, pour conforter ces orientations et vous donner les moyens d'agir !

UNITÉ et ACTION

CA Académique (S3)

VÉNÉTTAY Sophie Certifiée Lycée Rosa Parks Montgeron
RUELLE - PERSONNAZ Maud Agrégée Lycée Descartes Montigny-le-Bx
BOUTET Pascale Certifiée Collège François Truffaut Asnières-sur-Seine
CHARDONNET Marie Certifiée Collège Rosa Parks Villabé
ROMAGNY Delphine Agrégée Lycée Leonard de Vinci St-Germain-en-Laye
ALLIO Patrice Certifié Collège Weiler Montgeron
ROYER Geneviève Agrégée Lycée Richelieu Ruell-Malmaison
MARTIN François Certifié Collège Blaise Pascal Viarmes
GENESTE Laure Certifiée Collège Henri IV Meulan-en-Yvelines
BOUTEILLÉ Gérald Certifié Lycée Fernand et Nadia Léger Argenteuil
AJMI - WATBLED Semya Certifiée Collège Louis Pasteur Longjumeau
BEAUSSIER Julien Certifié Collège Moulin Joly Colombes
LUCAS Christophe Certifié Collège François Mauriac Louvres
MACHEDA Sophie Certifiée Collège La Fontaine Antony
TARDY Antoine Certifié Collège Léon Blum Villiers-le-bel
CARLOTTI Marie-Pierre Certifiée Lycée Montesquieu Le Plessis-Robinson
ROUZAUD Romain Agrégé Lycée Camille Saint-Saëns Deuil-La Barre
CHEROUVRIER Cécile Psy-EN CIO Versailles
GAY Jean-François Certifié Lycée Newton Clichy
TOURTIER LE FUR Isabelle Certifiée Lycée Lazare Hoche Versailles
SANCHEZ Loïc CPE Lycée Lakanal Sceaux
BIERCE Matthieu Agrégé Lycée Jean-Pierre Vernant Sèvres
KABLI Afaf Certifiée Lycée Simone De Beauvoir Garges-lès-Gonesse
BERAL François Certifié Lycée Newton Clichy
BEAULU BARTIER Martine Agrégée Retraités SNES Val d'Oise
BACQUEVILLE Alexandre Certifié Collège Pablo Neruda Brétigny/Orge
BONICEL Gabrielle Certifiée Collège Henri IV Meulan-en-Yvelines
CARABIN Jean-Philippe Certifié Collège Marie Curie Étampes
BLANCHARD Lucie Agrégée Lycée Jules Michelet Vanves
CREVOT François Certifié Lycée Camille Claudel Vauréal
LESNE Frédéric Certifié Lycée Marie Curie Versailles
HART HUTASSE Amélie Certifiée Lycée Marcel Pagnol Athis-Mons
PETITFILS Marian Certifié Collège Louis Blériot Levallois-Perret
EYCHART Baptiste Certifié Lycée Evariste Galois Beaumont-sur-Oise
CHOQUET Claire Certifiée Lycée Alain Le Vésinet
RUIZ - BROUILLARD Valérie Certifiée Collège Gérard Philipe Massy
DEGUETTES Audrey Certifiée Collège Jean-Baptiste Clément Colombes
JANUARIO Gérard Certifié Collège Marcel Pagnol St-Ouen-l'Aumône
FRANK Camille Certifiée Lycée Plaine de Neauphle Trappes
SUSIC Yelena Agrégée Lycée Clément Ader Athis-Mons
BOUALI Mickaël Certifié Collège Gay-Lussac Colombes
MONGLOY Cécile CPE Lycée Vincent Van Gogh Ermont
HEBERT François Agrégé Lycée Saint-Exupéry Mantes-la Jolie
MOLINARI Laurence Certifiée Lycée Einstein Ste-Geneviève-des-Bois
BUQUET Camille Agrégée Lycée Joliot Curie Nanterre
CHAUVIN Herve Agrégé Lycée Gustave Monod Enghien-les-Bains
PEREIRA DOS SANTOS Céline Agrégée Collège Les Molières Les Essarts-le-Roi
GRAFFION Pierrick Agrégé Lycée Rosa Parks Montgeron
LEMOUSSU Aude Psy-EN CIO Boulogne-Billancourt
OUDOT Dominique Certifié Lycée Camille Claudel Vauréal
SIMON Tanguy Certifié Collège La Clef Saint-Pierre Élancourt
MAGNY BENSARD Hugo Certifié Lycée Gaspard Monge Savigny/Orge
HASSANI Najat Certifiée Collège Jules Michelet Vanves
DUCHON Jean Jacques Agrégé Retraités SNES Val d'Oise
AATIF Sabah Certifiée Collège Henri IV Meulan-en-Yvelines
MAUNOURY Corentin Certifié Collège Émile Auvray Dourdan
GBAGUIDI Arthur Certifié Collège Armande Bejart Meudon
FAIVRE Mélanie Certifiée Collège Jean Moulin Arnouville
LE DUIGOU Fabien Certifié Lycée Louis Bascan Rambouillet
OCHANDO Marine Certifiée Collège Louis Pasteur Longjumeau
ROUZÉ Mathieu Certifié Collège Jean Perrin Nanterre
RAFROIDI David Agrégé Lycée Montesquieu Herblay
JEANTY Ségolène Certifiée Collège Le Village Trappes
BOUHEDJA Laure Agrégée Collège Blaise Pascal Villemoisson-sur-Orge
OGER CUKIERMAN Dominique Certifiée Retraités SNES Hauts-de-Seine
LOUIS Gabriel Certifié Lycée Jean Monnet Franconville
PREVOST Jessica Certifiée ZR Essonne
ROUSSEL Anne-Marie Certifiée Retraités SNES Essonne
GERLAND Cédric Certifié Lycée Saint-Exupéry Mantes-la-Jolie
LABRO Mélodie Certifiée Collège Chantierine Sarcelles

Bureaux départementaux (S2)

78

ROMAGNY Delphine Agrégée Lycée Leonard de Vinci St-Germain-en-Laye
GENESTE Laure Certifiée Collège Henri IV Meulan-en-Yvelines
TOURTIER LE FUR Isabelle Certifiée Lycée Lazare Hoche Versailles
SIMON Tanguy Certifié Collège La Clef Saint-Pierre Élancourt
LE DUIGOU Fabien Certifié Lycée Louis Bascan Rambouillet
PEREIRA DOS SANTOS Céline Agrégée Clg Les Molières Les Essarts-le-Roi
LESNE Frédéric Certifié Lycée Marie Curie Versailles
BENKHANOUICHE Ouarda CPE Lycée Jean Rostand Mantes-la Jolie
CAUSSE Myriam Agrégée Lycée Senghor Magnanville
BONICEL Gabrielle Certifiée Collège Henri IV Meulan-en-Yvelines
FRANK Camille Certifiée Lycée Plaine de Neauphle Trappes
JAUDEAU Jacques Certifié Lycée Senghor Magnanville
HEBERT François Agrégé Lycée Saint-Exupéry Mantes-la Jolie
JEANTY Ségolène Certifiée Collège Le Village Trappes

91

AJMI - WATBLED Semya Certifiée Collège Louis Pasteur Longjumeau
ALLIO Patrice Certifié Collège Weiler Montgeron
RUIZ - BROUILLARD Valérie Certifiée Collège Gérard Philipe Massy
BACQUEVILLE Alexandre Certifié Collège Pablo Neruda Brétigny/Orge
CARABIN Jean-Philippe Certifié Collège Marie Curie Étampes
SUSIC Yelena Agrégée Lycée Clément Ader Athis-Mons
MOLINARI Laurence Certifiée Lycée Einstein Ste-Geneviève-des-Bois
HUTASSE Jean-Baptiste Certifié Lycée François Truffaut Bondoufle
MOUACI Habib Certifié Collège Les Pyramides Evry
ROUSSEL Anne-Marie Certifiée Retraités SNES Essonne
MAGNY BENSARD Hugo Certifié Lycée Gaspard Monge Savigny/Orge
MAUNOURY Corentin Certifié Collège Émile Auvray Dourdan
BOUHEDJA Laure Agrégée Collège Blaise Pascal Villemoisson-sur-Orge
OCHANDO Marine Certifiée Collège Louis Pasteur Longjumeau

92

BEAUSSIER Julien Certifié Collège Moulin Joly Colombes
ROYER Geneviève Agrégée Lycée Richelieu Ruell-Malmaison
BIERCE Matthieu Agrégé Lycée Jean-Pierre Vernant Sèvres
CARLOTTI Marie-Pierre Certifiée Lycée Montesquieu Le Plessis-Robinson
ROUZÉ Mathieu Certifié Collège Jean Perrin Nanterre
DEGUETTES Audrey Certifiée Collège Jean-Baptiste Clément Colombes
PETITFILS Marian Certifié Collège Louis Blériot Levallois-Perret
BLANCHARD Lucie Agrégée Lycée Jules Michelet Vanves
SANCHEZ Loïc CPE Lycée Lakanal Sceaux
BUQUET Camille Agrégée Lycée Joliot Curie Nanterre
GAY Jean-François Certifié Lycée Newton Clichy
BERAL François Certifié Lycée Newton Clichy
BOUTET Pascale Certifiée Collège François Truffaut Asnières-sur-Seine
MACHEDA Sophie Certifiée Collège La Fontaine Antony

95

MARTIN François Certifié Collège Blaise Pascal Viarmes
KABLI Afaf Certifiée Lycée Simone De Beauvoir Garges-lès-Gonesse
LUCAS Christophe Certifié Collège François Mauriac Louvres
LABRO Mélodie Certifiée Collège Chantierine Sarcelles
BOUTEILLÉ Gérald Certifié Lycée Fernand et Nadia Léger Argenteuil
MONGLOY Cécile CPE Lycée Vincent Van Gogh Ermont
QUANDALLE David Certifié Collège Pierre de Ronsard Montmorency
ATTOU Karima Certifiée Collège Françoise Dolto Marly-la-Ville
RAFROIDI David Agrégé Lycée Montesquieu Herblay
FAIVRE Mélanie Certifiée Collège Jean Moulin Arnouville
JANUARIO Gérard Certifié Collège Marcel Pagnol St-Ouen-l'Aumône
BOUGHRIET Najette Certifiée Collège Pierre et Marie Curie L'Isle-Adam
CREVOT François Certifié Lycée Camille Claudel Vauréal
TARDY Antoine Certifié Collège Léon Blum Villiers-le-bel

ÉCOLE ÉMANCIPÉE

Pour un syndicalisme de lutte et de conquêtes.

Depuis l'élection présidentielle le doute n'est plus permis. Macron et son gouvernement se sont empressés de clarifier les choses. Toutes les décisions prises depuis mai dernier sont dans **la plus pure orthodoxie néo-libérale** : d'un côté, des cadeaux aux plus riches (suppression de l'ISF ; Flat Tax), de l'autre, les plus faibles se voient imposer de nouvelles mesures d'austérité (baisse des APL, hausse de la CSG, augmentation *a minima* du SMIC).

Les politiques suivies sous Sarkozy puis Hollande s'aggravent et sont largement plébiscitées par le Medef : entreprise de remise en cause et de destruction de tous les acquis sociaux, mise à bas du Code du Travail. Pour l'année à venir ce sont, notamment, les retraites qui vont faire l'objet de nouvelles attaques.

Fort logiquement, dans l'optique néo-libérale qui est celle du gouvernement, **la Fonction Publique et ses agents se trouvent au cœur des attaques**. Ce qui reste encore du modèle social acquis grâce aux luttes des salariés est démantelé.

Les mesures contre les fonctionnaires sont en effet nombreuses : annonce de **suppressions de postes** massives, retour du **gel du point d'indice**, rétablissement du **jour de carence**, **hausse de la CSG** dont la compensation apparaît de plus en plus aléatoire... Et comme si tout cela ne suffisait pas, **report *sine die* des dispositions du PPCR !**

L'École Émancipée avait contesté la décision prise par le SNES et la FSU de voter pour le PPCR lors de sa présentation devant le Comité Technique Ministériel. Outre **l'insuffisance des mesures**, très éloignées de nos mandats, nous avons pointé le caractère aléatoire de cet accord signé par un pouvoir socialiste à bout de souffle. Il nous avait semblé évident qu'une nouvelle majorité présidentielle ne se sentirait aucunement liée par une hypothétique « parole de l'État » **mise en avant par UA**, la tendance majoritaire du SNES et de la FSU. Malheureusement pour l'ensemble des salarié-e-s de la FP, notre analyse s'est avérée juste.

L'année scolaire dernière restera d'ailleurs marquée par **l'inaction de notre syndicat** qui n'a appelé qu'une seule fois, en septembre 2016 la profession à la grève contre l'application de la réforme du collège. Tétanisée par la crainte de l'échec, la majorité UA a choisi de ne rien faire ! Cette année semble d'ailleurs se dérouler sous les mêmes auspices : la forte mobilisation de la FP le 10 octobre dernier, à l'appel de TOUTES les organisations syndicales, n'a eu, à ce jour, aucune suite ! Et dans l'éducation ce sont les « réformes » du lycée et du BAC et la sélection à l'entrée à l'université qui sont au programme !

Nous ne cessons de le répéter : les seules batailles perdues d'avance sont celles que l'on ne mène pas. Éducation, Fonction Publique, Interpro : ces luttes doivent s'articuler et se renforcer les unes les autres. Plus que jamais **l'union de tou-te-s les travailleur-euse-s est aujourd'hui nécessaire** face à ces attaques majeures et globales.

**Pour un syndicalisme de lutte
et de transformation sociale,
VOTEZ ET FAITES VOTER ÉCOLE EMANCIPEE**

ÉCOLE ÉMANCIPÉE

CA Académique (S3)

TAVARD Silvine Lettres Modernes clg Léon Blum Villiers le Bel
GIRIER Stéphane Mathématiques lyc Lakanal Sceaux
SPRUYT Doriane Lettres Modernes lyc G Braque Argenteuil
CERISIER Jérôme Mathématiques lyc Mansart Saint Cyr l'École
JEGOU Catherine Lettres Modernes clg C Monet Argenteuil
BARBEROUSSE Olivier Histoire-Géographie lyc M Genevoix Montrouge
HURARD Solveig Anglais lyc J Perrin Saint Ouen l'Aumône
HERISSON Jean-Michel Retraité 92
MIRSALIS Tania Philosophie lyc JJ Rousseau Sarcelles
RAMBAULT Didier Histoire-Géographie clg Vaillant Couturier Argenteuil
MIGNEAU Monique Retraitee 92
BOIRON Laurent Histoire-Géographie clg Voltaire Sannois
GRIGNON Mylène Philosophie lyc M Eliot Epinay sous Sénart
PIJOAN David Mathématiques lyc G de Maupassant Colombes
CARLOTTI Valérie SES lyc Michelet Vanves
DARRIEULAT Rémy Documentation lyc S de Beauvoir Garges les Gonesse
MICHEAU Madeleine Retraitee 92
SLAOUTI Omar Sciences Physiques lyc JV Daubié Argenteuil
ROSSI Alice Lettres Modernes clg E Vaillant Gennevilliers
BARNAVE Gérard Retraité 92
DEMERLIAC Catherine Histoire-Géographie clg Vaillant Couturier Argenteuil
ZAHRA Mourad Sciences Physiques lyc J Monnet Franconville
ISAMBERT Juliette Sciences Physiques lyc M Genevoix Montrouge
LE MARECHAL Simon Mathématiques lyc G Braque Argenteuil
DEOM Viviane Retraitee 92
MIRSALIS Pierre Retraité 95
LEVY Orah Lettres modernes clg Vaillant Couturier Argenteuil

Bureaux départementaux (S2)

92

GIRIER Stéphane
ROSSI Alice
BARBEROUSSE Olivier
ISAMBERT Juliette
HERISSON Jean-Michel
MIGNEAU Monique
BARNAVE Gérard

95

SPRUYT Doriane
RAMBAULT Didier
TAVARD Silvine
BOIRON Laurent
MIRSALIS Tania
ZAHRA Mourad
DEMERLIAC Catherine

UNITÉ, REVENDICATIONS, INDEPENDANCE SYNDICALE (URIS)

Réaliser l'unité pour le retrait de la réforme du baccalauréat

Fin janvier, le rapport Mathiot proposant un projet de réforme du baccalauréat va être présenté.

Les grandes lignes en sont déjà connues avec la réduction du nombre d'épreuves terminales à quatre, la généralisation d'un contrôle local, la diminution à 27 du nombre d'heures de cours pour les élèves, l'instauration d'un lycée modulaire, lié à la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université.

D'ores et déjà, dans les lycées, les enseignants sont confrontés aux fiches avenir. D'ores et déjà, les universités précisent quelles sont les capacités d'accueil et quels « attendus » elles demandent aux futurs étudiants, et mettent en place la sélection.

Le baccalauréat est l'objet d'attaques multiples depuis de longues années., les « réformes » ont conduit à des aberrations et à des situations inextricables pour les élèves comme pour les enseignants.

Mais le ministre Blanquer veut porter un coup définitif au baccalauréat, diplôme national qui est la clef de voûte du système éducatif, le structurant selon des programmes nationaux et des disciplines clairement identifiées, et clef de voûte de tout le système de reconnaissance des qualifications professionnelles.

Déjà Le SNES 93, soutenu par le S3 de l'académie de Créteil, a appelé à l'action le 14 décembre, dans l'unité d'action avec les syndicats SNEP FSU, CGT, FO, SUD éducation, CNT. Pour, notamment :

« Une dotation en poste à la hauteur des besoins(...) et L'abandon des réformes en cours au lycée : nous exigeons l'abandon du projet de loi instaurant la sélection à l'université et mettant en place un « lycée à la carte » ; un baccalauréat national, anonyme, organisé autour d'épreuves terminales, et premier grade universitaire, la consolidation des trois voies et des séries, des moyens supplémentaires pour affronter la grande difficulté scolaire par des petits groupes, appuyé sur les disciplines ».

C'est un premier pas. Il faut poursuivre la mobilisation. Sur quels mots d'ordre ?

Il y a urgence à ce que notre syndicat formule nettement, comme syndicat national, comme il a exigé le retrait du « plan étudiants » qui instaure la sélection, la demande de retrait du projet de réforme du baccalauréat.

Le projet de la réforme du baccalauréat, en réduisant à 4 le nombre d'épreuves terminales nationales et anonymes, met en cause le caractère national de ce diplôme : seules des épreuves terminales nationales et anonymes permettent de garantir l'égalité entre les établissements et entre les territoires.

Ce projet menace notre statut national : Non au recrutement des professeurs par le chef d'établissement, Maintien du recrutement par des concours nationaux, Affectation selon un mouvement national de mutation et selon un barème, Non aux postes à profil. Rétablissement des postes supprimés aux concours.

Nous sommes partisans d'une action d'une toute autre ampleur que celle du 14 décembre. Une action dans l'unité de toutes les académies, avec toutes les organisations qui combattent le projet de réforme du baccalauréat, réunies dans une manifestation nationale pour arracher le retrait de la réforme du baccalauréat.

L'unité au sein de notre organisation sur cette orientation de retrait nous semble possible. De nombreux pas ont été faits en ce sens, à commencer par la demande d'abandon du plan étudiants. L'unité de toutes les composantes du SNES, écartant la division sous toute ses formes, est nécessaire. Elle est possible.

La préparation des congrès académiques et national du SNES, l'élection des responsables du SNES, sont encadrées par l'existence de « tendances ». Tout en la contestant, nous sommes cependant obligés de nous y plier. Notre action à la CA académique, loin des clivages artificiels de tendances sera d'appuyer résolument tous les pas en avant vers la réalisation de l'unité pour défendre les revendications.

Nous vous appelons à voter pour notre liste aux élections académiques, à vous porter candidat sur la liste à la CA nationale.

Unité pour le retrait du projet de réforme du baccalauréat, le retrait du plan étudiants.

Pour tous contacts : thibaut.ackermann@hotmail.fr

URIS

Liste UNITÉ, REVENDICATIONS, INDEPENDANCE SYNDICALE (URIS)

CA Académique (S3)

Thibault ACKERMANN agrégé Lycée Michelet Vanves 92
Sophie SUCHARD agrégée lycée Paul Langevin Suresnes 92
Simone BISMUTH retraitée 92
Jack LEFEBVRE retraité 78
René ANGNEROH certifié Collège André Chénier Mantes la Jolie 78
Joachim BORGES Collège les Touleuses Cergy 95
Kelly BRETER certifiée Collège André Chénier Mantes la Jolie 78
Jean Marc BROUARD retraité 95
Charlotte DEFILLON certifiée Collège Sonia Delaunay Grigny 91
Pascal DELAHAYE agrégé Lycée Michelet Vanves 92
Benjamin DUPRAZ agrégé Lycée Francisque Sarcey Dourdan 91
Marie FIANCETTE certifiée Lycée Montesquieu Herblay 95
Lorraine GARNIER, agrégée, Lycée Auguste Renoir Asnières 92
Corinne HERON certifiée Collège Truffaut Asnières sur Seine 92
Michel MESAIZE retraité 78
Isabelle PAGANO certifiée Lycée Marie Curie Versailles 78
Emmanuelle PINKERT agrégée Lycée Langevin Suresnes 92
Damien ROBERT agrégé lycée Michelet Vanves 92
Isabelle ROIGT agrégée Lycée Michelet Vanves 92
Fanny RUELO certifiée Collège André Chénier Mantes la Jolie 78
Sylvain SEGARD agrégé Lycée Michelet Vanves 92
Beatrice SOIHET CIO Mantes la Jolie 78
Alain VEYSSET retraité 91

Bureaux départementaux (S2)

78

Jack LEFEBVRE retraité 78
Isabelle PAGANO certifiée Lycée Marie Curie 78
René ANGNEROH certifié Collège André Chénier Mantes la Jolie 78
Fanny RUELO certifiée Collège André Chénier Mantes la Jolie 78
Michel MESAIZE retraité 78

92

Thibault ACKERMANN agrégé lycée Michelet Vanves 92
Sophie SUCHARD agrégée lycée Paul Langevin Suresnes 92
Simone BISMUTH retraitée 92
Corinne HERON certifiée Collège Truffaut Asnières sur Seine 92
Emmanuelle PINKERT agrégée Lycée Langevin Suresnes 92

Rapport d'activité académique

Ce rapport d'activité couvre la période allant d'avril 2016 à décembre 2017. Il rend compte de l'analyse du contexte portée par le secrétariat académique et de l'activité militante pendant cette période.

COLLÈGES-LYCÉES : une politique éducative régressive et contre les personnels

Les deux dernières années ont vu se succéder deux ministres de l'Éducation Nationale issus de deux majorités différentes. Mais quelques constantes peuvent être dégagées : **les politiques menées se sont faites contre les personnels et ont contribué à dégrader les conditions d'enseignement.** Ainsi, la mise en place de **la réforme du collège, à la rentrée 2016**, a été imposée en dépit de l'opposition de la majorité de la Profession. Les créations de postes ont été insuffisantes pour faire face à la pression démographique et initier une amélioration des conditions de travail et d'enseignement. Quant à J.M. Blanquer, derrière les annonces médiatiques qui servent souvent à détourner l'attention de l'opinion publique, il creuse le sillon d'une politique libérale qui va creuser les inégalités. L'assouplissement de la réforme du collège n'est qu'une illustration de la détermination ministérielle à faire de **l'autonomie de l'établissement/du chef d'établissement**, un

des éléments centraux de sa politique éducative, avec tous les méfaits prévisibles pour les personnels et les élèves. **La réforme de l'accès à l'enseignement supérieur instaure une logique de tri social détestable**, ignorant l'impérieuse nécessité d'investir massivement dans le supérieur afin de permettre à la jeunesse dans son ensemble d'atteindre le niveau de qualification élevé nécessaire à son insertion sociale. Elle s'articule avec la **réforme à venir du bac et du lycée**, qui, si les pistes actuelles de travail se confirment (lycée modulaire, recours au contrôle continu), constitueront **une remise en cause grave de nos métiers et de l'ambition émancipatrice et démocratisante du lycée.** **La section académique a initié le travail d'information sur ces sujets et plaide depuis plusieurs mois pour un plan d'action national offensif sur ces thèmes.**

LES FONCTIONNAIRES de nouveau la cible des mesures budgétaires et idéologiques

Le gouvernement d'Edouard Philippe a d'emblée fait **des fonctionnaires la cible de sa politique d'austérité** : gel du point d'indice, report du PPCR, suppressions de postes, programme CAP2022. Au-delà des considérations budgétaires, cette politique s'inscrit dans la droite ligne des politiques libérales menées depuis plus de 30 ans, selon lesquelles les services publics et les fonctionnaires ne peuvent être réduits qu'à leur supposé coût pour la société, passant sous silence leur rôle indispensable dans notre société. **La section académique a tout mis en œuvre pour la réussite de la journée de grève du 10 octobre** (production d'un matériel académique notamment) **et n'a eu de cesse d'appeler, au sein du SNES-FSU, à des suites rapides.**

2016-2018 : la continuité des politiques libérales

Sur le plan économique, les similitudes sont évidentes entre le dernier gouvernement de François Hollande et celui d'Emmanuel Macron. La meilleure illustration en est **la volonté partagée de casser les protections collectives contenues dans le code du Travail**, comme l'ont montrée la loi Travail et la Loi Travail XXL. **La section académique a appelé à participer à toutes les mobilisations, afin de marquer sa solidarité avec le privé, en faisant le lien entre ces mesures et le sort réservé à la Fonction Publique.** Les difficultés rencontrées pour mobiliser la Profession illustrent en creux la nécessité d'amplifier notre effort d'explicitation des enjeux de nos luttes, mais aussi de mener la réflexion sur notre stratégie d'action. En matière fiscale, le rapprochement est tout aussi net : les détenteurs de patrimoine sont, avec les entreprises, les grands gagnants des mesures fiscales de ces deux dernières années (CICE, Pacte de Responsabilité, suppression de l'ISF). Ces choix économiques, souvent présentés à tort comme contraints et sans alternative, sont centraux car ils amputent le budget de l'Etat des ressources indispensables à une politique économique et sociale tournée vers la relance de la demande.

Informers, rassembler, construire des luttes majoritaires

Si les luttes telles que nous le concevons ne peuvent que reposer sur une implication massive et majoritaire des collègues dans les établissements, la section académique a pu marquer son désaccord avec la stratégie de lutte contre collège2016 impulsée par la section nationale, qui renvoyait au local l'initiative de l'action et de la résistance pédagogique sans autre horizon d'action. En limitant ainsi au local les perspectives d'action et de victoires, on ne fait qu'accentuer les difficultés de mobilisation. La section académique de Versailles, avec celles de Paris et Créteil, a alors pris l'initiative de mener une action lors des Etats Généraux du 2nd degré, en mai 2016, organisés par Najat Vallaud-Belkacem, afin de rassembler les collègues autour de la dénonciation de la politique éducative menée, notamment la réforme du collège. C'est toujours dans cette perspective de **construire l'action en rassemblant les collègues au-delà de leur collège** qu'un stage sur la réforme du collège a été organisé à l'automne 2016. L'autre difficulté majeure à laquelle se heurtent nos combats collectifs est la difficulté à persuader les collègues du caractère décisif de l'action syndicale et de l'existence d'alternatives économiques, sociales et politiques. **La section académique, consciente de ces obstacles, a mené campagne pour déconstruire les fausses évidences en matière de politique économique** (par exemple le stage « face au carcan néo-libéral, comment obtenir le changement » en juin 2016, les articles économiques sur le site). **Pour la section académique, il est nécessaire que cette campagne, s'appuyant sur d'autres éléments d'actualité, notamment en matière fiscale, prenne une dimension nationale.**

Rapport d'activité présenté par le secrétariat académique : Sophie Vénétitay, Maud Ruelle-Personnaz, Pascale Boutet, Marie Chardonnet, Delphine Romagny, Semya Ajmi-Watbled, Julien Beaussier, François Martin, Jean-François Gay, Gérald Bouteillé, Sophie Macheda, Antoine Tardy, Marie-Pierre Carlotti, Romain Rouzard, Laure Geneste, Patrice Allio, Geneviève Royer, Christophe Lucas, Loïc Sanchez et avec la participation de Martine Beaulu Barlier et Cécile Chérouvrier.

Avril 2016 à décembre 2017

DES MILITANTS AUX CÔTÉS DES COLLÈGUES, au quotidien

Ces deux dernières années, les militants de la section académique ont œuvré, au quotidien et sans relâche, pour la **défense des personnels**. Heures d'information syndicale, réponses aux nombreux mails et appels à la permanence, défense opiniâtre en instances paritaires, tournées d'établissements, stages, construction des luttes locales, accompagnement des audiences d'établissements dans les Directions Académiques, interventions auprès des DSDEN et du Rectorat, préparation des actions nationales, information constante sur divers supports, c'est cette action résolument tournée vers le terrain que les militants ont menée avec détermination.

Un travail syndical important a été fait auprès des stagiaires, nombreux dans notre académie (accueil en août, interventions auprès du Rectorat et de l'ESPE pour défendre leurs droits, stages syndicaux). En fin de carrière, **le secteur retraités a œuvré avec le même dynamisme auprès des collègues concernés** (stage « bientôt la retraite, actions des retraités), **tout en joignant ses forces aux mobilisations qui concernent à la fois les actifs et les retraités.**

Éducation Prioritaire

En 2014, le gouvernement a exclu les lycées de la nouvelle carte de l'Éducation Prioritaire. **Le SNES Versailles n'a cessé de porter son exigence d'intégration des lycées dans une carte élargie de l'Éducation Prioritaire.** Cela s'est traduit par la participation aux actions de l'hiver 2016 (appel à la grève, organisation de l'intersyndicale régionale, audience au Ministère). La section académique a œuvré pour une action inter-académique (Paris, Créteil, Versailles, Marseille). La seule réponse du Ministère a été l'octroi de 40 ETP pour notre académie, loin des revendications de la construction d'une nouvelle carte. Par leurs interventions répétées dans les instances académiques et départementales, les militants du SNES-FSU ont pu obtenir la liste des établissements bénéficiaires de ces emplois, liste sur laquelle l'Administration souhaitait entretenir une réelle opacité. A la rentrée 2017, la section académique est intervenue auprès du Recteur et du Ministère pour relancer ce dossier.

Dans les collèges REP+, la pondération a souvent été dévoyée par les pratiques néo-managériales de certains chefs d'établissements. **Les militants de la section académique sont intervenus à tous les niveaux pour faire respecter les textes et les droits des personnels, ont organisé les luttes collectives qui ont pu, localement, aboutir.**

L'Éducation Prioritaire est le laboratoire de bien des réformes à venir. Deux stages éducation prioritaire ont été organisés pour analyser les injonctions quotidiennes et faire le lien avec l'arrière-plan idéologique des politiques menées (École du Socle...).

Une réforme qui ne dit pas son nom : LE PILOTAGE DES ÉTABLISSEMENTS

Le néo-management, c'est-à-dire le pilotage des établissements selon des logiques importées du privé, irrigue de plus en plus la formation des personnels de direction. Mis en application de manière croissante dans les établissements, **il génère une réelle souffrance au travail et des conflits locaux lourds.** La section académique s'est emparée de ce sujet : stages syndicaux dans chaque département, relais et appui des luttes locales, face à des chefs d'établissements aux pratiques néo-managériales, interventions auprès des directions académiques et du Rectorat (notamment une audience auprès du Recteur à l'automne 2017). Cette lutte est incontournable dans un contexte d'autonomie croissante des établissements, souvent synonyme, dans la novlangue des « réformateurs », d'autonomie des chefs d'établissements.

CARRIÈRES

Au printemps 2017, le Rectorat a tenté d'instrumentaliser la crise de recrutement pour dégrader **les conditions d'affectation des TZR**, en avançant la phase d'ajustement. Cette décision aurait eu pour conséquence une diminution considérable des affectations à l'année et une augmentation des affectations en dehors de la phase d'ajustement. C'est donc aussi le paritarisme qui était visé. **La section académique a rapidement organisé la mobilisation en veillant à y associer le plus étroitement les collègues** (information, carte pétition, rassemblement au Rectorat). Alors que le Rectorat continuait de rester sourd aux revendications des collègues, la détermination du SNES-FSU à l'ouverture des groupes de travail d'affectation des TZR a permis l'affectation sur les supports disponibles d'un maximum de collègues dès la phase d'ajustement. **Cette victoire syndicale a permis de continuer à faire vivre le paritarisme au service des collègues.**

Après la signature du PPCR, la section académique s'est attachée à porter l'analyse du SNES-FSU auprès des collègues : cet accord est loin de la revalorisation d'ampleur attendue et nécessaire, notamment pour faire face à la crise de recrutement, mais il constitue une avancée (preuve en est, le nouveau gouvernement s'est empressé de le geler pour un an) qu'il convient d'enregistrer afin qu'il constitue un point d'appui pour nos prochaines luttes. Un stage spécifique carrières-PPCR, des stages départementaux droits des personnels, des heures d'informations syndicales ont permis de mettre en avant les avancées constatées et celles qui restent à obtenir. Un travail important de réponse aux collègues a été fait par le secteur emploi, notamment à l'occasion du reclassement et de la période de candidature à la classe exceptionnelle.

Le volant « inspection-rendez-vous de carrière » a fait l'objet d'une appréciation plus nuancée de la part de la section académique : si la déconnexion entre l'évaluation et l'avancement progresse, d'autres points restent problématiques comme l'utilisation d'une grille de compétences. Le Ministère n'a finalement pas soumis ce texte au vote des organisations syndicales. La section académique a rapidement rencontré les corps d'inspection (octobre 2017) pour porter ses revendications et s'assurer que les droits des collègues seront bien respectés.

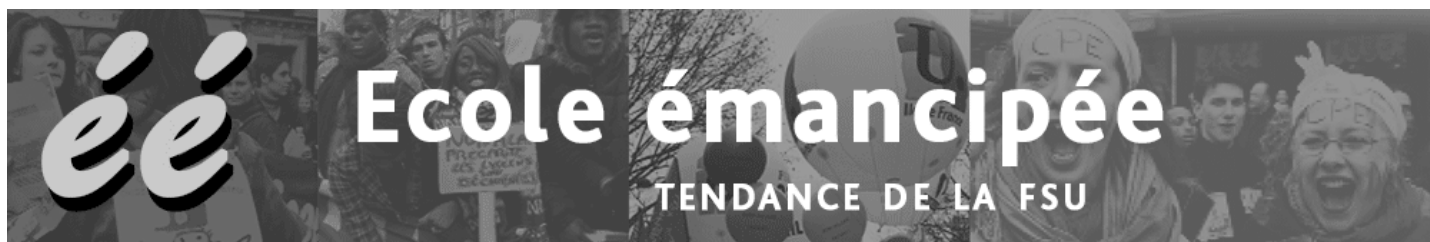
Le SNES-FSU, le syndicat de tous les personnels d'enseignement et d'éducation

Les militants se sont donc employés à rassembler les collègues de chaque catégorie autour des enjeux de métier de leur catégorie. **Les élus CPE ont ainsi obtenu la création d'un groupe de travail académique sur les conditions de travail de la Profession**, et le font vivre en articulation avec le CHSCT-A. Un groupe métiers, destiné à l'échange sur le quotidien professionnel et les pratiques entre pairs, à l'abri de toute considération hiérarchique, est lancé. **La création du corps unique des Psy-EN, revendication de la FSU**, représente une réelle avancée. Elle a été un point d'appui important lors des élections professionnelles de décembre 2017 qui ont vu la victoire nette de la FSU. Chez les **non-titulaires**, la section académique s'est employée à concrétiser les avancées, notamment salariales, obtenues à l'occasion du décret du 29/08/2016. **Les**

nouvelles grilles académiques représentent ainsi de réels progrès.

Un collectif non-titulaires a été initié. Les missions des professeurs documentalistes ont été redéfinies par la circulaire du 28 mars 2017. Afin de débattre et faire vivre ces avancées sur le terrain, un stage professeurs documentalistes a été organisé au printemps (près de 70 profs docs présents), suivi de la constitution d'un collectif prof-doc, visant à développer la réflexion et les outils syndicaux indispensables pour assurer la défense des droits de ces collègues au quotidien. **Un collectif académique AED** a également été créé : dans une catégorie qui se renouvelle très rapidement, mais qui est aussi souvent aux prises aux pressions hiérarchiques, cette démarche doit permettre de défendre plus efficacement nos collègues AED.

ÉCOLE ÉMANCIPÉE



Critique du Rapport d'Activité Académique

Nos camarades qui dirigent le SNES académique appartiennent à Unité et Action, la tendance majoritaire placée à la tête du SNES national. Or, comme le note avec beaucoup de justesse le secrétariat académique du SNES Versailles, la principale difficulté rencontrée ces deux dernières années pour construire les mobilisations et mener des luttes a été... la stratégie de la direction nationale du SNES ! Le rapport d'activité conteste, à juste titre, le choix de s'en remettre au niveau local pour mener la lutte contre la mise en œuvre de la réforme du collège : ainsi le SNES national, qui se présente comme le grand syndicat du second degré, s'est contenté d'un appel à une seule journée de grève en septembre 2016 (restée sans suite) contre une réforme qui pourtant était largement refusée par les salles des profs. Cette stratégie défensive, incapable d'opposer une alternative a, une nouvelle fois, conduit à l'échec ! Les élu-e-s de l'École Émancipée ont bataillé en CA académique et continueront à le faire pour que le SNES adopte une stratégie offensive et prononce des mots d'ordre clairs. Cela sera d'autant plus nécessaire que les réformes de l'accès au supérieur, du bac et du lycée qui se mettent en place remettent en cause le droit à la poursuite d'études pour tout-e bachelier-e dans la filière de son choix et aboutiront, de fait, à l'organisation d'un tri social qui sacrifiera toute une partie de la jeunesse.

Que dire également de l'absence de réaction nationale à l'exclusion des lycées du périmètre de l'Éducation prioritaire ? Il a fallu la détermination d'un collectif d'enseignant-e-s regroupé-e-s dans « Touche pas à ma ZEP » et les différents mouvements de grève qu'il a organisés pour que cette lutte reçoive le soutien du SNES académique. Que dire encore de l'absence de suites données par le SNES-FSU national à la grève unitaire du 10 octobre, qui avait été bien suivie ? Ce constat d'inaction de la direction du SNES se poursuit, enfin, sur l'absence de campagne nationale pour promouvoir d'autres alternatives politiques et économiques.

L'École Émancipée partage le bilan négatif dressé par la section académique quant à l'action du SNES national depuis 2016. En outre, dans un souci constructif et de rassemblement, nos élu-e-s académiques n'ont pas hésité à adopter les textes soumis à la CA académique, en particulier lorsque ceux-ci avaient intégré des amendements proposés par l'EE. Néanmoins, force est de constater que ces analyses, portées par la plus importante section académique, n'ont pu peser sur les orientations nationales. Ainsi, malgré des positions syndicales correctes dans l'académie, la section académique s'est alignée sur les positions nationales en approuvant des mandats très différents de ceux adoptés lors des CA académiques.

Autre différence avec Unité et Action académique : notre analyse du dispositif PPCR. Rappelons que le SNES Versailles s'est prononcé, comme la direction nationale, en faveur d'un vote « pour » ce dispositif. L'École Émancipée a, dès sa présentation, considéré qu'il était bien trop éloigné des mandats du SNES en matière de revalorisation salariale pour le soutenir. Nous pointions aussi le fait que ce dispositif était concédé par un pouvoir socialiste à bout de souffle et n'engagerait en rien une nouvelle majorité. Nous n'avons jamais été convaincu-e-s par l'argument, mis en avant par UA, du « respect de la parole de l'État ». Le gel des mesures de revalorisation, pourtant prévues à partir de janvier 2018, annoncé par le gouvernement confirme hélas notre analyse !

C'est pour ces raisons que les élu-e-s École Émancipée à la CA académique appellent l'ensemble des syndiqué-e-s à ne pas se prononcer pour le rapport d'activité académique.

UNITÉ, REVENDICATIONS INDEPENDANCE SYNDICALE (URIS)

Contribution au rapport d'activité

Réaliser l'unité pour le retrait de la réforme du baccalauréat

Nous nous prononçons pour la réalisation de l'unité pour le retrait du projet de « réforme » du baccalauréat, pour le maintien des épreuves terminales dans toutes les disciplines, pour le maintien du baccalauréat comme diplôme national, terminal, obtenu par des épreuves anonymes, premier grade universitaire, pour le retrait de la fiche avenir, pour le retrait du « plan étudiants ».

Nous nous félicitons des prises de position du S3 de Versailles qui vont en ce sens. *« la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur instaure une logique de tri social détestable réforme à venir du bac et du lycée qui si les pistes actuelles de travail se confirment (lycée modulaire, contrôle continu) constitueront une remise en cause grave de nos métiers et de l'ambition émancipatrice et démocratisante du lycée la section académique a initié le travail d'information sur ces sujets et plaide depuis plusieurs mois pour un plan d'action national offensif sur ces thèmes ».*

Déjà, le SNES 93 soutenu par le SNES Créteil a appelé à l'action le 14 décembre dans l'unité avec les syndicats SNEP, CGT, FO, SUD, CNT pour notamment « l'abandon des réformes en cours au lycée, l'abandon du projet de loi Instaurant la sélection à l'université. » Plus de 1 000 enseignants ont manifesté.

Nous sommes favorables à la grève et la manifestation nationale dès la fin janvier avec toutes les académies pour arracher le retrait du projet de réforme du bac.

Oui, continuer à s'opposer à PPCR

Nous partageons l'avis de la section académique selon lequel « ... cet accord est loin de la revalorisation d'ampleur attendue et nécessaire, notamment pour faire face à la crise du recrutement » et « ... Le volant « inspection- rendez-vous de carrière » a fait l'objet d'une appréciation plus nuancée de la part de la section académique des points restent problématiques comme l'utilisation d'une grille de compétence ».

Il ne constitue donc pas « une avancée ».

La mise en place d'une classe exceptionnelle

attribuée au mérite et réservée à un petit nombre de collègues, une évaluation des enseignants reposant sur des critères subjectifs basés sur une grille d'évaluation par compétences est un instrument de l'arbitraire et de l'individualisation.

Pour la défense de notre statut, nous considérons qu'il faut continuer à s'opposer au protocole PPCR signé par la direction de la FSU.

Non à la participation de la FSU au Forum de l'emploi public

Notre présence au Forum de l'Action Publique 2022 pose la question de notre stratégie syndicale.

Est-ce un réel cadre de discussion avec le gouvernement ou un cadre de discussion contrainte ? Le gouvernement n'a pas attendu le Forum 2022 pour entamer des économies budgétaires. D'ores et déjà, le gouvernement a décidé la suppression de dizaines de milliers de contrats aidés. Les objectifs ont été fixés par le premier ministre : Il faut faire 3 points de PIB d'économies, ce qui représente plus de 60 milliards d'économies à faire dans la fonction publique.

Le débat proposé par le gouvernement prend des allures de mascarade, car pendant qu'il y a débat, le Conseil Général du 78 par exemple montre à tous les départements de France comment on fait des économies. Ce Conseil Général a en effet décidé d'abandonner les missions de service public concernant la gestion des collèges, en transférant 800 agents à une société d'économie mixte à opération unique (SEMOP).

On ne peut pas discuter avec le gouvernement, surtout dans les conditions où avec le départ de la CGT, de FO et de Solidaires des groupes de concertation, les deux tiers de la Commission Administrative Nationale du SNASUB ont estimé qu'il fallait au moins suspendre notre participation à ces groupes de concertation.

Thibault Ackermann, Jack Lefebvre
<thibault.ackermann@hotmail.fr>

Unité et Action : OUI au rapport d'activité

Le SNES-FSU a un fonctionnement démocratique. Cette formule n'est pas une coquille vide : plutôt qu'un émiettement du paysage syndical délétère pour les personnels, il nous semble préférable que les débats soient organisés à l'intérieur de l'organisation et c'est le sens d'un fonctionnement en courants de pensées. Attachés au débat d'idées, et afin de permettre à chaque syndiqué de faire vivre cette démocratie interne, de participer à ces élections internes en toute connaissance de cause, nous apportons ici quelques éléments de réponse aux contributions au rapport d'activité d'École Émancipée et URIS.

Unité et Action, le souci de mener les luttes et d'engranger des avancées pour la Profession

Si les analyses d'École Émancipée et URIS rejoignent sur bien des points celle que nous portons, **il nous semble tout aussi important d'insister sur la stratégie qui a été la nôtre, notamment sur deux points : l'Éducation Prioritaire et le PPCR.** Sur le premier, rappelons que ce dossier est porté depuis de nombreuses années avec opiniâtreté par la section académique, qui n'a pas attendu l'existence de collectifs pour défendre les établissements concernés, notamment les lycées. Stages, réunion d'information, mais aussi mobilisation (grève, rassemblements etc.), les initiatives ont été nombreuses et ont été proposées dans un cadre syndical qui a ses avantages : une information fiable, la possibilité d'intervenir efficacement dans les instances académiques et départementales (par exemple pour défendre les dotations des établissements concernés). C'est toujours dans cette perspective de défense de la Profession que nous avons agi sur ce dossier, comme sur d'autres. Sur le PPCR, nous avons fait l'analyse d'un début de

revalorisation pour l'ensemble de la profession. Nous sommes conscients que cette revalorisation n'est pas suffisante, mais il est nécessaire de placer notre appréciation dans des considérations stratégiques d'ensemble. Acter des mesures positives, qui vont dans le sens de l'intérêt de tous les collègues, pour mieux gagner d'autres améliorations, tel est le sens de l'action syndicale telle que nous la concevons. **Nous sommes convaincus que la défense de la Profession nécessite de savoir engranger des avancées, de les faire vivre, de développer les luttes collectives pour continuer à obtenir des avancées, notamment pour nos carrières et nos salaires.** C'est le sens de notre détermination à organiser des suites rapides à la journée de grève du 10 octobre pour les salaires. Enfin, si le PPCR était si insignifiant que le prétendent nos camarades d'École Émancipée et URIS, et sans conséquence pour les finances publiques, le gouvernement n'aurait sans doute pas pris la décision de le geler pour un an !...



Le secrétariat académique 2017-2018

Unité et Action, construire l'action à tous les niveaux du SNES-FSU

Les instances académique (CAA) permettent bien souvent de trouver des positionnements intégrant une bonne partie des orientations portées par l'École Émancipée. Cet exercice de synthèse se fait dans un souci de rassemblement, parce que nous sommes convaincus que c'est par l'unité que nous pourrions construire les conditions de l'action la plus efficace pour nos collègues. Il est donc pour le moins étonnant que nos camarades d'École Émancipée feignent de ne pas reconnaître que c'est le même type de fonctionnement qui prévaut dans les instances nationales. Loin de trahir des positions prises dans les instances académiques, nous avons œuvré pour porter nos positions au niveau national, dont un certain nombre ont pu être repris dans les textes des instances nationales. **Dans cet exercice de synthèse, s'il est somme toute logique que tous nos mandats académiques n'aient pas été repris, nous avons été fidèles à notre conception de l'action syndicale : contribuer à avancer sur la réflexion collective pour défendre au mieux les intérêts de la Profession.**

En votant POUR le rapport d'activité, confortez l'action menée par les militants Unité et Action dans l'académie !

En votant POUR la liste Unité et Action, marquez votre volonté de poursuivre les actions engagées pour l'école, les services publics et les personnels !